L'Avenir de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 75 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI, 26 MAI 1892.

PETITES ANNONCES

A VENDRE.

BONNE OCCASION.

Mme E. Fava, 64 rue Royale, se retirant des affaires, offre à vendre son stock de deuil frais, bouquets d'église, couronnes de marbre et de composition, ainsi que toutes les installation de son magasin, comptoirs vitrines, stores, glaces, pendules françaises, etc. Le magasin étant loué jusqu'à la fin du mois, tout sera sacrifié. 15 mai—1t 22 PF

ANNONCES JUDICIAIRES

Mutuum B. Brown, épouse d'Eugène Brice Sembre, contre son mari.

No 28,083.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans, Louisiane.—Pour les motifs consignés dans l'ordonnance écrite de la Cour, ce jour, ayrimée et enregistrée, il est ordonné, jugé et décrété qu'il y ait jugement en faveur de la demanderesse, Mélanie D. Breton contre son mari Eugène Brice Sembre dissolvant la communauté existant entre eux, et ordre T. Courtibet, syndic des créanciers du susdit Sembre, adjugeant la demanderesse propriétaire, avec droit exclusif d'administration, l'une somme de $6945.70 reçue par elle de la faillite d'Eugène Brice Sembre, son mari; et 2° de l'immeuble décrit en ce jugement, et acquis par elle de Victor Morin, le 26 de dame A. Bonda, épouse de Thomas Bonda, par acte de vente passé pardevant M. T. Duoroc, notaire, le 30 avril 1886.

Il est, en outre, ordonné, jugé et décrété que l'intervention de H. B. Claflin & Compagnie soit mise hors de Cour, et leur demande rejetée à leurs frais; les frais restants devant être payés sur pre rata, par le défendeur Eugène Brice Sembre, et T. Courtibet, syndic.

Il est de plus, ordonné, jugé et décrété que la pétition de la demanderesse touchant les bijoux et l'argenterie lui soit refusée comme en cas de faute de plaider (non suit).

Jugement rendu le 7 de septembre 1891.

(Signé) F. A. MONROE, Juge.

14mai—3t—1f p son

PAR LE CONSTABLE.

Jeremiah Lyons vs M. Tomasovich.

PREMIERE COUR DE CITE DE LA NOUvelle-Orléans. No 21,435.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. H. H. Price, juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente publique, à mon entrepôt, 152 rue La fayette, entre St-Charles et Carondelet, le VENDREDI, 3 juin 1892, à midi, de la propriété ci-après décrite à savoir :

Un lot de meubles de maison.

Saisi dans l'affaire nommée ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

M. FARRENTELLI,

Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.

24 mai—3t 29—3 juin

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Mme Ephraim Oliver.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans. No 34,407—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Alice Brothers, femme de Aaron Peiser administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

20mai—2d 25 29

Succession de Mme Gertrude Kramer.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans. No 35,703—Division B—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Joseph Durel, gendre, et seul héritier de la défunte, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

20 mai—2d 25 29

Succession d'Albert Kuntz.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 35,488—Division A—Attendu que Margaret Kuntz, femme de Prentice Aldrighan, a présenté sa pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Albert Kuntz, décédé intestat; avis est donné par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

18 mai—18 22 27

Succession de David S. Bryan.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 34,855—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la publication de la présente, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par John R. Vinet, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

24 mai—2d 29—3 juin

Succession de Jean V. Schweitzer.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans—No 33,492—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'il en existe) pour lesquelles le compte présenté par Abel Draybus, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

19 mai—19 24 28

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVIle de District pour la Paroisse d'Orléans—No 35,788—Division B—Ordre de Cour.—Hay Mons Dumas vs ma créancière—Ayant nommé les créanciers du défunneaire Raymond Ducos seul ex-exécuteur testamentaire de son succession, sera procédé à un examen et à un bilan de ses comptes, en présence des parties intéressées, en cette ville, le 14me jour de juin 1892, à 11 heures A M., dans le but de considérer et de délibérer sur l'application de cet examen et bilan, et pour entendre et faire rendre tous autres ordres et jugements qui pourront leur être soumises en vertu de la loi. Par la présente toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit petit défunneaire sont suspendues; et que M. Hay Mons Bryan, créancier, est nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 9 mai 1892.

Signé : FRED. D. KING, Juge

Pour enregistrement.

JAS. RANKIN, Député-Greffier.

11 mai—3t on 30)

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVIle du District pour la paroisse d'Orléans—No 35,787—Division B—Ordre de Cour.—Il est ordonné que le 16me jour de février 1892, jugement a été rendu par cette Cour dans l'affaire ci-dessous intitulée, dans les termes et clauses en vertu desquels Pauline Frank vs John D. Frank.—No 34,313—Division C.—Sur motion de E. J. Wenck Esq., ayeant pour la demanderesse, et sur production de preuves à l'appui de sa demande et la loi et témoignage par étant en faveur et contre le défendeur. Il est ordonné, séjugé et décrété que le défaut inscrit dans cette affaire le 31 décembre 1891 soit confirmé et qu'il y ait jugement en faveur de la dite demanderesse, Pauline Frank, et contre le défendeur, John C. Frank, son mari, décrétant une séparation de biens et de la dissolution de la communauté qui a jusqu'à hors existé entre eux; que la demanderesse, Pauline Frank, ait un jugement contre le défendeur, John C. Frank, dans la somme de six mille dollars avec privilège sur tous les biens du défendeur jusqu'à la réalisation de ladite somme de principal, intérêts et dépens à la discrétion de l'huissier comme il est alloué par la loi par devant notaire. Et la demanderesse ait également la reconnaissance obtenue par le défendeur suivant le billet enregistré dans l'affaire John C. Frank vs Charles Salmen, No 3773 en dossier de cette Cour, et l'autorisant à accepter d'affaires séparées de celles de son mari, en propre nom, pour les frais et dépens devant être payés par le défendeur. Il est de plus ordonné, séjugé et décrété que l'intervention et intervention de la dite Delphine Breton soit mise hors de Cour, et que la dite intervention soit enregistrée le 17 décembre 1891 et non pas antérieur et par service aux parties et notamment même heure de Cour, ce jour.

Jugement rendu le 23 février 1892.

Signé : F. A. MONROE, Juge.

Le jugement de ce jour, il est séjugé et prononcé et imprimé le scène de la dite Cour, en la ville de la Nouvelle-Orléans, ce dixième jour de janvier, l'année de notre Seigneur mil-huit-cent-quatre-vingt-douze.

TH. BUISSON,
Député Greffier.

Banque Nationale de l'Etat.

ETAT SOCIÉTAIRE.

NILE-ORLEANS, 26 décembre 1891.

ACTIF.

Prêts et escomptes $1,003,263 29
Numéraire 17,199 13
Fonds des Etats-Unis pour garantie de circulation 50,000 00
Autres fonds des Etats et ville 330,393 30
Immeubles, meubles et installations 23,836 78
Autres propriétés foncières 42,735 45
Fonds de ruche chez pour cent. 2,250 00
Prêts sur demande à $34,546 56
Chèques à vue sur
New York 96,116 65
Banques 44,992 24
De par les banques
et banquiers 78,673 96
Chèques pour la
Clearing house 289,575 91
Monnaie courante
et espèces ..... 392,880 70—1,203,716 61
$2,703,353 27

PASSIF.

Fonds souscrits $425,000 00
Fonds de surplus et profits nets 142,209 56
Dividendes non payés 1,750 00
Circulation 45,000 00
Dépôts individuels
dûs $1,491,600 95
Dû aux banques
et banquiers et
chèques visés
pour ..... 611,629 69—2,103,230 64
Billets et billets réescomptés 32,913 07
$2,703,353 27

CHAS. L. C. DUPUY, Caissier.
JNO. E. CULBERTSON, Assist. Caissier
CHARLES LABADIE, Secrétaire.
C. C. REEVER, Vice-Président.

Tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

POUR LE 25 MAI—CLASSE No 222
Tirage de 4 heures P. M.

1er	2me	3me	4me	5me	6me	7me	8me	9me	10me	11me	12me	13me	14me
174	235	30	21	73	24	60	41	48	12	64	69	53	

Les tirages ci dessus, publiés dans tous les principaux journaux, en font un public et jour tellement dans les salons de la Compagnie.

En témoignage nous apposons notre signature Ce 25 mai 1892—A heures P. M.

J. A. A. ROUSSEAU.
DAN. A. WILSON.

Commissaires.

Les plans de nos tirages quotidiens peuvent être vus en tout temps dans toutes nos succursales

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS DE DEUX MILLIONS DISTRIBUÉS.

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, et sa franchise a été reconnue comme faisant partie de la présente Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devrait continuer jusqu'au 1er janvier 1895.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages à numéros simples tous les mois, les autres tirages mois de l'année, et ont tous lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Rassemble depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, attestés ainsi qu'il suit :

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans sa annonce, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
P. Early
COMMISSAIRES.

Nous soussignés Banques et Banquiers paie tous les lots gagnants des billets des Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

H. M. WALMSLEY, Prest, State Nat. Bank.
P. LANATA, Prest, Crescent City Nat. Bank.
A. BALDWIN, Prest, N. O. Nat. Bank
CARL KOHN, Prest, Union Nat. Bank

Tirage Semestriel de $40.00

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE ORLEANS,

MARDI, 14 JUIN 1892.

GROS LOT: $600,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS

1 Lot de	$600,000, soit	$600,000
1 Lot de	200,000,	200,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
2 Lots de	20,000,	40,000
5 Lots de	10,000,	50,000
10 Lots de	5,000,	50,000
20 Lots de	2,500,	50,000
100 Lots de	500,	50,000
200 Lots de	200,	40,000
500 Lots de	100,	50,000

PRIX D'APPROXIMATION.

100 Lots de	$1,000, soit	$100,000
100 Lots de	$500,	50,000
100 Lots de	$400,	40,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$200, soit	$199,800
999 Lots de	$200,	199,800
5,344 Lots se montant à		$2,189,600

PRIX DU BILLET:

Entier, $40; Demi, $20; Quart, $10; Huitième, $5; Vingtième, $2; Quarantième, $1, [rien de moins].

Prix pour les clubs, 50 fractions de billets de $1 pour $50.

TÂCHE SPECIAUX POUR LES AGENTS

AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.

ENVOYER L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS.

PAS MOINS DE CINQ PIASTRES,

Sur lesquelles nous paierons tous les frais et nous ne ferons d'avance ici frais d'express sur les billets entiers et les LISTES DE 1 OTS, qu'on voudra nous envoyer.

Adresse à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

La Compagnie ayant pour but de défendre l'ordre de choses établi, pour lequel nos braves soldats versèrent leur sang, nous nous adressons aux Compagnies d'Express pour obtenir à nos correspondants et pour envoyer les listes de tirage.

Les listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tout les agents de localités après chaque tirage, par les deux voies, que Express, choisi seront convenu.

ATTENTION.—La grande charte de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui fait partie de la Constitution de l'Etat, et qui, en vertu d'une décision de la Cour Suprême des Etats-Unis, constitue un contrat inviolable entre l'Etat et la Compagnie de Loterie, restera en vigueur JUSQU'EN 1895.

Il y a tout de suite inférieure et malhonnête à vendre sur le marché pour lequels les acheteurs n'exposent d'aucune connaissance que les acheteurs doivent y faire attention, et se rappeler en continuel parti avoir des BILLETS DE LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE et que, d'ailleurs, s'il voulait le chance du lot suppose.

CHARTE.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE—ETAT DE LA LOUISIANE—PAROISSE D'ORLÉANS—VILLE DE LA NOUVELLE ORLÉANS.

QU'IL soit au que le sixième jour du mois d'avril de l'an du Seigneur, mil huit-cent-quatre-vingt-douze, et le cent seizième de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

Devant moi, Francois d'Aubin Charbonnet, notaire, dûment commissionné et qualifié, en et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, et en la présence des témoins ci-après nommés et qui ont signé.

Personnellement sont venus et ont comparu MM. Louis Kiantz, George Zimmer, Joseph Dittmann, John Parr, Valentin Reiss, Philippe Reuther, Christian Zimmer, James J. Roth, Antoine Sambola et autres dont les noms sont ici apposés, tous de l'âge de majorité voulu et résidents de cette paroisse et du reste Etat unit individuellement déclaré que, se prévalant des lois de l'Etat relatives à l'organisation des corporations, ils ont contractés et se sont engagés, ainsi que ceux qui pourraient s'associer avec eux, à former et constituer une corporation et société civile en droit avec les objets et fins et sous les conditions et articles ci-après indiqués, savoir :

ARTICLE I.

Le nom et titre de cette corporation sera : "THE CRESCENT TRUCK FARMERS' COMMERCIAL COMPANY, LIMITED, de la Nouvelle-Orléans, Lne. Le Pres dent, ou en son absence le Vice Président, aura le droit d'approuver à qui toutes les citations devront être servies; et le domicile de la corporation est établi en la paroisse d'Orléans.

ARTICLE II.

Les objets et fins de cette corporation sont ici déclarés être comme suit :

Premièrement—Etablir, construire, acheter ou louer, maintenir, conduire et diriger un ou des marchés publics en la ville de la Nouvelle-Orléans, pour la vente de légumes et de fruits, en gros et au détail, pour l'agrément des jardiniers, maraîchers et petits farmiers (truck farmers); et affermer, louer et sous-louer les marchés publics de la ville de la Nouvelle-Orléans.

Secondement—S'engager dans les affaires de commission pour la vente et l'achat de légumes et de fruits de tous genres; et s'occuper de telles affaires en général.

Troisièmement—Fonder, conduire et faire fonctionner une ou plusieurs fabriques pour la mise en terblanes des fruits et des légumes.

Quatrièmement—Acheter, vendre, affermer, louer ou sous-louer des propriétés et des terres convenables pour l'exploitation de petites fermes [truck farms].

ARTICLE III.

Le capital de cette corporation est ici fixé à cent mille dollars ($100,000) divisés en quatre mille actions de vingt-cinq dollar ($25) chacune. Les dites actions seront payables en versements de 10 pour cent appelés par le Conseil de Direction le jugera convenable, pourvu que dans aucun cas ne seront plus fréquemment qu'une fois en trois jours. Les actions entièrement payées pourront être émises par le Conseil de Direction contre de l'argent payé ou des propriétés immobilières, réelles et personnelles, droits, franchises ou tout autre genre de biens meubles ou immeubles transférés ou acquis ou encore pour travail accompli. Les corporations pourra commencer ses opérations dès que mille actions dudit capital auront été placées.

ARTICLE IV.

Tous les pouvoirs de cette corporation seront exercés par un Conseil de Direction qui se composera de quinze directeurs. Sept directeurs constitueront un quorum. Ce Conseil sera élu à une assemblée générale des actionnaires convoquée dans ce but, par un avis publié pendant un journal de la ville de la Nouvelle-Orléans, dix jours avant la dite assemblée. Tout vote se fera par bulletin ou à main levée, chaque action donnera droit à un vote que l'on pourra donner en personne ou par procuration. La première élection des Directeurs aura lieu le second Lundi de mois de Janvier 1893. Chaque Conseil de Direction élira, de son sein, à sa première réunion, un Président, un Vice Président, un Secrétaire et un Trésorier.

ARTICLE V.

Les personnes suivantes composeront le premier Conseil de Direction, et leur mandat durera jusqu'au quatrième lundi de mai 1893, et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus, savoir : Louis Kiantz, Jos. Dittmann, Geo. Zimmer, Valentine Reiss, Christian Zimmer, Jeanes J. Roth, Philip Reuter, Geo. Richborn, Friedrich Nungesser, Louis Fruhling, M. J. Guertler, Christian Zimmer, James J. Roth, Antoine Sambola, avec Louis Kiantz, comme président; Louis Fruhling, comme vice-président; John Parr comme secrétaire et F. M. Hotard comme trésorier.

ARTICLE VI.

Cette corporation aura droit de succession et existence incorporée pendant une période de cinquante années, à partir de cette date. Elle pourt passer des contrats, poursuivre et être poursuivie en justice, au son nom d'incorporation. Elle a le droit d'employer un sceau officiel; de l'annuler ou de le modifier à son gré, de détenir, recevoir, acheter et transférer des biens, propriété et franchises, de faire, et hypothéquer des biens fonds ou biens meubles, de nommer et de désigner tels administrateurs, directeurs et employés qu'elle jugera nécessaires à l'intérêt ou les circonstances, de faire tels reglements pour l'administration de la corporation qu'elle jugera nécessaires et convenables.

ARTICLE VII.

Cette acte d'incorporation peut être changé, modifié et le fonds capital peut être augmenté, à un meeting général convoqué à cet effet dix jours d'avis dans un des journaux quotidiens de cette ville. En cas de liquidation de cette corporation, telle liquidation sera effectuée par trois commissaires qui seront élus par les actionnaires à une assemblée générale. Le vote dans de cas sera en accord avec le nombre d'actions ou par procuration. ch que action donnant droit à un vote. L'assentiment des porteurs de trois-quarts du fonds capital sera nécessaire pour que la mesure passe.

ARTICLE VIII.

Aucun actionnaire ne sera responsable, pour les contrats ou fautes de cette corporation, pour plus que la balance non payée due sur son stock. Cette infaillibilité dans l'organisation de la corporation n'aura pour effet d'annuler la charte ou l'exposer à poursuites quelconque à une responsabilité dépassant le montant de son stock.

Fait et signé dans la ville de la Nouvelle-Orléans, en mon bureau, en présence de MM. John H. Hailey et Fred. Conrad, témoins compétents requis qui ont signé avec les parties intéressées et moi, notaire, après lecture de tout le présent acte.

Original signé :

Louis Kiantz	80 actions
Geo. Zimmer, p. p. F. C. C.	20 actions
Joseph Dittmann	25 actions
John Parr	10 actions
Valentine Riess, p. p. J. F.	25 actions
Phil Reuther	10 actions
Chris. Zimmer	10 actions
James J. Roth	10 actions
Chas Hanh	2 actions
Christian Vern	2 actions
Phil. Zimmer	5 actions
F. M. Hotard	10 actions
Anthony Sambola	10 actions
F. Friedrich Nungs	10 actions
Florian Dittmann	Néflein
Louis Fruhling	10 actions
Geo. Richborn, p. p. J. F.	4 actions
M. J. Guertler	10 actions

Témoins : John H. Hailey, E. N. Hunt.

F. D. CHARBONNET,
Notaire Public.

Je, soussigné, Recorder des Hypothèques en et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie par les présentes que le susdit acte d'incorporation de la "Co-Operative Truck Farmers' Commercial Company, Limited," a été enregistré dans mon bureau de la ville de la Nouvelle-Orléans, ce jour dimanche 10 avril 1892, et du certificat du Conservateur des Hypothèques de la paroisse d'Orléans, ci-annexé, enregistré à mon Bureau.

En foi de quoi, j'ai à cet acte apposé ma signature et le sceau de mon bureau, à la Nouvelle-Orléans, Lne., ce septième jour de mai 1892.

F. D. CHARBONNET, Notaire.

12mai—5 f par mois et chaque dim

Etat Trimestriel

—DE LA—

Banque des Citoyens

De la Louisiane,

DÉPARTEMENT DE BANQUE.

A la clôture des affaires, le 30 avril 1892.

ACTIF.

Propriétés foncières	$125,327 50
Bons et actions	39,834 62
Dettes suspendues	1,210 88
Prêts et escomptes	965,730 56
Dû par des banques et banquiers	4,862 27—$561,966 04
Prêts sur demande	296,385 30
Echange	42,907 69
Chèques sur Clearing House, circulation et numéraire	357,606 45—636,799 44
Total	$1,128,765 47

PASSIF.

Capital actions	$390,200 00
Profits nets dûs	38,794 35—$428,994 35
Dû à des banques et banquiers	1,145 97
Dû aux déposants	686,625 15
Total	$1,128,765 47

Je jure solennellement que l'état ci-dessus est correct, au mieux de ma connaissance et croyance.

A. A. LELONG, Caissier.

ETAT DE LA LOUISIANE, } Paroisse d'Orléans, }

Juré et signé sous serment pardevant moi, ce 30me jour d'avril 1892.

EDGAR GRIMA, Notaire.

Nous, les soussignés, comité nommé pour examiner l'argent comptant dans les coffres de la banque, avons examiné et trouvé celui-ci correct—soit, Trois cent cinquante-sept mille dix cent six 45-100 dollars.

FRANK VATTER.
ERNEST FRAGOT.
PETER TORRE.
1er mai—1f JOSEPH LOMBARD.

THE NEW-ORLEANS BEE

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

A Daily Newspaper, established on the 1s of September, 1827, and universally known, throughout Louisiana and the neighboring States. The "Bee" is now published exclusively in French, and is the acknowledged organ of the France-American population. A very valuable family paper and specially recommended to those of our American readers, ladies and gentlemen who wish to enhance their knowledge of the French language.

Subscription Terms:

By Mail—Payable in advance, postage prepaid.

Per annum, $12; six months, $6 three months, $3; one month, $1.

Weekly (8 double pages) published Saturday Morning.

Per annum, $5; six months, $1.50; three months 75 cents.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIFF

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente par le Shérif de Propriétés à Succession.

New South Building & Loan Association vs. Mme Clara Willenberg, femme de Frank Willenberg.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 35,775.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 73 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans l'Premier District de cette ville, le SAMEDI, 28 juin 1892, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et dépendances et tous les droits, routes et appartenances y attachés, situé dans la ville de Lafayette, formé de deux lots ordinaires, désignés par les Nos 19, 20, 21 et 22 dans l'Ilot No 52, borné par les rues Cambronne, Cinquième, Madison et Prieur, ayant une superficie d'environ le dit Ilot en lots, suivant à un acte de vente de Maloney Soniat à Philip Scheer, passé pardevant C. C. Porter, un notaire public, daté le 29 mai 1850. Les dits lots mesurent chacun trente pieds de face à la rue Cambronne sur une profondeur de cent vingt pi ds entre lignes parallèles. Le lot No 22 forme l'encoignure des rues Cambronne et Cinquième.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

24mai—24 31 juin7 14 21 25

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente aux risques de l'acquéreur précédent.

Vente par le Shérif Civil de contenu, etc., d'un

Etablissement d'Entrepreneur de Pompes Funèbres, consistant en

Corbillards, Voitures, Chevaux, Tait-ry-Outils, Ensemble.

Un vaste assortiment de Cercueils, etc.

Au No 971 rue du Camp et 972 rue Magazine,

Dans l'affaire de

L'Interdiction de Thomas W. Bothick.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans—No 31,418.—En vertu d'un ordre de vente daté du 24 mars 1892 à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, sur les lieux ci-après désignés, le SAMEDI, 28 mai 1892, à l'heure ci-dessous mentionnée, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Au local No 971 rue du Camp, à 10 heures A. M.—

Un grand assortiment de cercueils en imitation bois de rose, noyer, satinés, cercueils en bois de pin, etc. Aussi, un cercueil en bronze, plaqué, trois fauteuils roulants, deux chaises pour malades transférées en acquis ou encore pour travail accompli. Les corporations pourra commencer ses opérations dès que mille actions dudit capital auront été placées.

ARTICLE IV.

Tous les pouvoirs de cette corporation seront exercés par un Conseil de Direction qui se composera de quinze directeurs. Sept directeurs constitueront un quorum. Ce Conseil sera élu à une assemblée générale des actionnaires convoquée dans ce but, par un avis publié pendant un journal de la ville de la Nouvelle-Orléans, dix jours avant la dite assemblée. Tout vote se fera par bulletin ou à main levée, chaque action donnera droit à un vote que l'on pourra donner en personne ou par procuration. La première élection des Directeurs aura lieu le second Lundi de mois de Janvier 1893. Chaque Conseil de Direction élira, de son sein, à sa première réunion, un Président, un Vice Président, un Secrétaire et un Trésorier.

ARTICLE V.

Les personnes suivantes composeront le premier Conseil de Direction, et leur mandat durera jusqu'au quatrième lundi de mai 1893, et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus, savoir : Louis Kiantz, Jos. Dittmann, Geo. Zimmer, Valentine Reiss, Christian Zimmer, James J. Roth, Philip Reuter, Geo. Richborn, Friedrich Nungesser, Louis Fruhling, M. J. Guertler, Christian Zimmer, James J. Roth, Antoine Sambola et autres dont les noms sont ici apposés, tous de l'âge de majorité voulu et résidents de cette paroisse et du reste Etat unit individuellement déclaré que, se prévalant des lois de l'Etat relatives à l'organisation des corporations, ils ont contractés et se sont engagés, ainsi que ceux qui pourraient s'associer avec eux, à former et constituer une corporation et société civile en droit avec les objets et fins et sous les conditions et articles ci-après indiqués, savoir :

ARTICLE I.

Le nom et titre de cette corporation sera : "THE CRESCENT TRUCK FARMERS' COMMERCIAL COMPANY, LIMITED, de la Nouvelle-Orléans, Lne. Le Pres dent, ou en son absence le Vice Président, aura le droit d'approuver à qui toutes les citations devront être servies; et le domicile de la corporation est établi en la paroisse d'Orléans.

ARTICLE II.

Les objets et fins de cette corporation sont ici déclarés être comme suit :

Premièrement—Etablir, construire, acheter ou louer, maintenir, conduire et diriger un ou des marchés publics en la ville de la Nouvelle-Orléans, pour la vente de légumes et de fruits, en gros et au détail, pour l'agrément des jardiniers, maraîchers et petits farmiers (truck farmers); et affermer, louer et sous-louer les marchés publics de la ville de la Nouvelle-Orléans.

Secondement—S'engager dans les affaires de commission pour la vente et l'achat de légumes et de fruits de tous genres; et s'occuper de telles affaires en général.

Troisièmement—Fonder, conduire et faire fonctionner une ou plusieurs fabriques pour la mise en terblanes des fruits et des légumes.

Quatrièmement—Acheter, vendre, affermer, louer ou sous-louer des propriétés et des terres convenables pour l'exploitation de petites fermes [truck farms].

ARTICLE III.

Le capital de cette corporation est ici fixé à cent mille dollars ($100,000) divisés en quatre mille actions de vingt-cinq dollar ($25) chacune. Les dites actions seront payables en versements de 10 pour cent appelés par le Conseil de Direction le jugera convenable, pourvu que dans aucun cas ne seront plus fréquemment qu'une fois en trois jours. Les actions entièrement payées pourront être émises par le Conseil de Direction contre de l'argent payé ou des propriétés immobilières, réelles et personnelles, droits, franchises ou tout autre genre de biens meubles ou immeubles transférés ou acquis ou encore pour travail accompli. Les corporations pourra commencer ses opérations dès que mille actions dudit capital auront été placées.

ARTICLE IV.

Tous les pouvoirs de cette corporation seront exercés par un Conseil de Direction qui se composera de quinze directeurs. Sept directeurs constitueront un quorum. Ce Conseil sera élu à une assemblée générale des actionnaires convoquée dans ce but, par un avis publié pendant un journal de la ville de la Nouvelle-Orléans, dix jours avant la dite assemblée. Tout vote se fera par bulletin ou à main levée, chaque action donnera droit à un vote que l'on pourra donner en personne ou par procuration. La première élection des Directeurs aura lieu le second Lundi de mois de Janvier 1893. Chaque Conseil de Direction élira, de son sein, à sa première réunion, un Président, un Vice Président, un Secrétaire et un Trésorier.

ARTICLE V.

Les personnes suivantes composeront le premier Conseil de Direction, et leur mandat durera jusqu'au quatrième lundi de mai 1893, et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus, savoir : Louis Kiantz, Jos. Dittmann, Geo. Zimmer, Valentine Reiss, Christian Zimmer, James J. Roth, Philip Reuter, Geo. Richborn, Friedrich Nungesser, Louis Fruhling, M. J. Guertler, Christian Zimmer, James J. Roth, Antoine Sambola et autres dont les noms sont ici apposés, tous de l'âge de majorité voulu et résidents de cette paroisse et du reste Etat unit individuellement déclaré que, se prévalant des lois de l'Etat relatives à l'organisation des corporations, ils ont contractés et se sont engagés, ainsi que ceux qui pourraient s'associer avec eux, à former et constituer une corporation et société civile en droit avec les objets et fins et sous les conditions et articles ci-après indiqués, savoir :

ARTICLE I.

Le nom et titre de cette corporation sera : "THE CRESCENT TRUCK FARMERS' COMMERCIAL COMPANY, LIMITED, de la Nouvelle-Orléans, Lne. Le Pres dent, ou en son absence le Vice Président, aura le droit d'approuver à qui toutes les citations devront être servies; et le domicile de la corporation est établi en la paroisse d'Orléans.

ARTICLE II.

Les objets et fins de cette corporation sont ici déclarés être comme suit :

Premièrement—Etablir, construire, acheter ou louer, maintenir, conduire et diriger un ou des marchés publics en la ville de la Nouvelle-Orléans, pour la vente de légumes et de fruits, en gros et au détail, pour l'agrément des jardiniers, maraîchers et petits farmiers (truck farmers); et affermer, louer et sous-louer les marchés publics de la ville de la Nouvelle-Orléans.

Secondement—S'engager dans les affaires de commission pour la vente et l'achat de légumes et de fruits de tous genres; et s'occuper de telles affaires en général.

Troisièmement—Fonder, conduire et faire fonctionner une ou plusieurs fabriques pour la mise en terblanes des fruits et des légumes.

Quatrièmement—Acheter, vendre, affermer, louer ou sous-louer des propriétés et des terres convenables pour l'exploitation de petites fermes [truck farms].

ARTICLE III.

Le capital de cette corporation est ici fixé à cent mille dollars ($100,000) divisés en quatre mille actions de vingt-cinq dollar ($25) chacune. Les dites actions seront payables en versements de 10 pour cent appelés par le Conseil de Direction le jugera convenable, pourvu que dans aucun cas ne seront plus fréquemment qu'une fois en trois jours. Les actions entièrement payées pourront être émises par le Conseil de Direction contre de l'argent payé ou des propriétés immobilières, réelles et personnelles, droits, franchises ou tout autre genre de biens meubles ou immeubles transférés ou acquis ou encore pour travail accompli. Les corporations pourra commencer ses opérations dès que mille actions dudit capital auront été placées.

ARTICLE IV.

Tous les pouvoirs de cette corporation seront exercés par un Conseil de Direction qui se composera de quinze directeurs. Sept directeurs constitueront un quorum. Ce Conseil sera élu à une assemblée générale des actionnaires convoquée dans ce but, par un avis publié pendant un journal de la ville de la Nouvelle-Orléans, dix jours avant la dite assemblée. Tout vote se fera par bulletin ou à main levée, chaque action donnera droit à un vote que l'on pourra donner en personne ou par procuration. La première élection des Directeurs aura lieu le second Lundi de mois de Janvier 1893. Chaque Conseil de Direction élira, de son sein, à sa première réunion, un Président, un Vice Président, un Secrétaire et un Trésorier.

ARTICLE V.

Les personnes suivantes composeront le premier Conseil de Direction, et leur mandat durera jusqu'au quatrième lundi de mai 1893, et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus, savoir : Louis Kiantz, Jos. Dittmann, Geo. Zimmer, Valentine Reiss, Christian Zimmer, James J. Roth, Philip Reuter, Geo. Richborn, Friedrich Nungesser, Louis Fruhling, M. J. Guertler, Christian Zimmer, James J. Roth, Antoine Sambola et autres dont les noms sont ici apposés, tous de l'âge de majorité voulu et rés